



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 2 août 2022 portant mise en demeure à la société -EUROGLAS de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Hombourg

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple, notamment son article 15 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2006 portant autorisation à la société EUROGLAS d'étendre ses installations de fabrication de verre plat à HOMBURG ;

VU le rapport du 13 juillet 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 3 juin 2022 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé les vérifications prévues à l'article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2006 et à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, sur la tuyauterie d'alimentation en gaz de son four ;

Considérant que l'indication du sens de manœuvre et le repérage des positions ouverte et fermée de la vanne manuelle de coupure de l'alimentation en gaz du site prévus à l'article 18.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2006 susvisé, ne sont pas présents ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société EUROGLAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Zone Industrielle à Hombourg (68490), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **Sous 2 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé :

« [...] Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. ».

Article 3 : **Sous 1 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 18.7 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2006 susvisé :

« Un dispositif de coupure manuelle, [...] est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des brûleurs. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué [...]. Il [...] comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. »

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 2 août 2022

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Alain CHARRIER

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.